



Mauvais film pour les IUFM : remake de « *Petit meurtre entre amis* »



Si la Palme d'Or de l'hypocrisie et des déclarations intempestives doit être décernée à la politique éducative de Nicolas Sarkozy (voir entre autres cafouillages : le parrainage par des élèves du primaire des enfants juifs exterminés lors de la Seconde guerre mondiale, l'esclavage réintroduit alors qu'il n'avait pas disparu des programmes, la « colonisation positive »...), un pas de plus vient d'être franchi concernant **la disparition, par oukase présidentiel, de l'école des maîtres** : les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Certes, le collaborateur de l'ombre du Président, X. Darcos, mérite néanmoins une part du prix. Après son mauvais scénario, « *Chéri, j'ai rétréci les gosses* » aussi bien sur les programmes que sur les horaires du primaire ..., le ministre de l'Éducation dépèce l'IUFM pour amputer encore quelques dizaines de milliers des postes de stagiaires et de formateurs.

Si **la reconnaissance à niveau du master** d'une formation qui dure déjà au minimum 5 ans (licence -L3- plus une année « blanche » de préparation de concours et une année comme personnel stagiaire) après le baccalauréat **n'est que justice** -c'est d'ailleurs déjà le cas des Conseillers d'orientation psychologues-, l'enjeu est ailleurs : **la place du concours et le nombre de postes.**

La CGT Educ'action revendique et propose un concours national de fonctionnaire d'État après la licence (bac + 3) et une formation de deux ans comme fonctionnaire stagiaire débouchant sur un master en lieu et place, selon les déclarations -floues- du Président, d'un concours se situant en fin ou après le master. Cette hausse du niveau de qualification doit être reconnue, non pas comme une simple accélération de carrière mais comme une nouvelle grille indiciaire basée sur celle, au minimum des agrégés, et calquée sur celle des grilles d'ingénieurs. En l'état de l'université aujourd'hui, reculer le concours après un bac + 5 pour les étudiants les plus modestes, c'est instituer une **sélection sociale insupportable** et éliminer la plupart des non titulaires en poste, recrutés souvent avec une licence.

La CGT Educ'action revendique et propose une formation programmée progressive et cohérente aux métiers de l'Éducation (agrégés, certifiés, PLP, PE, CPE, ASH) **dans le cadre d'une maison commune, l'IUFM**, où interviennent des enseignants chercheurs et des équipes de formateurs qualifiés du 1^{er} et du 2nd degrés préparant au master en lien avec les composantes de l'université et en favorisant un aller retour

entre expérience de terrain et apports disciplinaires et pédagogiques de haut niveau. C'est diamétralement à l'opposé du schéma présidentiel où, de manière schizophrénique, on passe du jour au lendemain, par la magie du concours, d'une formation universitaire strictement disciplinaire en master à un plongeon dans une classe, avec comme seule bouée le maître (nageur ?) d'à côté promu, sans autre procès, compagnon... d'infortune !

Gilles, réveille-toi, ils sont devenus fous ! Même le prédécesseur de Xavier Darcos, l'oublié Gilles de Robien, pour qui la pédagogie -quand bien même fut-elle politique- était un exercice compliqué... en avait convenu : « *Enseigner est un métier qui s'apprend. Faire cours et faire apprendre, conduire une classe et individualiser son enseignement, exiger des efforts et donner confiance, susciter l'intérêt, évaluer les aptitudes et percevoir les talents, aider à l'orientation. Tout cela nécessite une formation initiale et continue approfondie : rien ne doit être laissé aux aléas de la vocation pédagogique ou du hasard professionnel.* » dans le cadre d'un acte solennel fort, un arrêté, publié au Bulletin officiel de l'Éducation nationale (BOEN n° 1 du 4 janvier 2006 : cahier des charges de la formation des maîtres).

Du passé, faisons table rase ! Annoncer une tactique de terre brûlée concernant les IUFM, au nom d'une idéologie réactionnaire et d'économies budgétaires, c'est nier la nécessaire professionnalisation de la formation des maîtres pour répondre aux défis de la démocratisation de l'école. **Les élèves en difficulté seront les premières victimes de cette politique à courte vue.**

Bas les masques. La CGT Educ'action, avec différentes composantes de la FERC CGT, est signataire de l'appel unitaire à la mobilisation, avec d'autres organisations syndicales de personnels et des étudiants dénonçant ensemble : « **formation des enseignants : une régression déguisée** » (voir extraits au verso).

Nous comptons faire entendre, avec vous, aux ministres de l'Éducation et l'Enseignement supérieur des exigences fortes en matière de **droit à la formation initiale et continue de qualité** à partir des luttes à construire avec l'ensemble de la communauté éducative (parents, étudiants, précaires, stagiaires et titulaires). Nous soutenons et nous appelons à rejoindre les actions des personnels mobilisés dans les centres de formation.

Montreuil, le 16 juin 2008

Communiqué commun

Formation des enseignants : une régression déguisée ?

FERC-CGT (CGT Educ'action, FERC SUP, SNPEFP, SNTRS, SEPIDOP), **FSU** (SNASUB, SNES, SNEP, SNESUP, SNETAP, SNPI, SNUIPP, SNUEP, SNUPDEN), **SGEN-CFDT**, **UNEF**, **UNL**, **UNSA Éducation** (A&I, SEA, SE, SIEN, SNPDEN, SNPTES, SUP'RECHERCHE) **FAEN** (SNEP, SNCL)

Extraits :

Les organisations signataires expriment leurs plus vives inquiétudes sur l'avenir du recrutement et de la formation des enseignants. Elles condamnent l'absence de concertation préalable aux annonces. Elles dénoncent la disparition programmée des IUFM, alors que leur intégration dans l'Université décidée par la loi Fillon en 2005, n'est pas achevée et qu'aucun bilan n'a été réalisé. [...]

La « mastérisation » annoncée ne saurait servir de prétexte à des dégradations des contenus de formation, des conditions d'études ou du potentiel de formation et de recherche que représentent les IUFM. Il faut une volonté politique de maintenir un maillage départemental des IUFM avec l'ensemble de leurs personnels (enseignants-chercheurs, enseignants, BIATOSS...). Les organisations considèrent comme une régression l'annonce d'une formation professionnelle réduite à un simple compagnonnage. [...]

Il est nécessaire de développer le vivier de recrutement, de promouvoir la mixité sociale et donc de proposer des aides, des pré-recrutements, des cycles préparatoires pour faciliter et démocratiser l'accès aux métiers d'enseignant et d'éducation. Les années de formation des enseignants doivent être prises en compte pour la retraite.

Elles appellent les personnels, les étudiants et la communauté éducative à se réunir, à débattre et intervenir massivement en faveur d'une formation de qualité.

Paris le 13 juin 2008



Comm. IUFM
16.06.08

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite : prendre contact me syndiquer

Nom Prénom

Adresse personnelle

Code postal Commune

Téléphone : E-mail

Grade ou corps Discipline

Etablissement

Code postal Commune